

Macron répond aux questions des entrepreneurs français

Emmanuel Macron conviait ce soir à l'Elysée le gratin de la tech et de la finance. L'occasion de répondre aux questions des entrepreneurs français.

Temps de lecture : minute

17 septembre 2019

Après avoir déroulé, devant un parterre d'investisseurs et d'entrepreneurs, sa stratégie pour accompagner les entrepreneurs français, Emmanuel Macron a répondu aux questions de quelques acteurs de l'écosystème startup :

Thibaud Hug de Larauze, cofondateur de Backmarket :

"J'ai pris quatre contrôles de suite (DGCCRF, URSSAF etc.). Quand on veut innover et qu'on est obsédé par la croissance et la " victoire ", c'est un peu compliqué. Ça a pris du temps de partager le même langage avec certaines institutions. Comment faire pour fluidifier ça ?"

Emmanuel Macron :

Le but, c'est que toutes les administrations soient vos amies, sauf si vous fraudez évidemment. On a mis en place le droit à l'erreur. Ça a été un gros travail fait par les administrations, les ministres et les parlementaires pour voir comment changer les choses, et surtout pour expliquer, accompagner, et non être à charge d'emblée. Il est compliqué de changer les réflexes et la culture, on a une culture du contrôle *a priori*.

Pourtant, secteur par secteur, il y a des réponses. On fait un travail sur la mobilité, la santé, etc. Pour accélérer les choses et que l'expérimentation soit possible, on essaie de répondre aux contraintes spécifiques de chaque secteur. On n'était jusqu'à présent pas parfaitement équipés, mais on a décidé de mettre en place un dispositif avec, notamment l'annonce de NEXT40 et le FT120 dont l'objectif est que les 120 startups qui sont en hyper croissance aient un dispositif à part, qu'elles soient particulièrement accompagnées et qu'elles aient un réseau pour les aider. On a également déployé 45 correspondants French Tech dans les ministères concernés (banque de France, INPI, éducation nationale etc.), c'est à dire toutes les administrations identifiées comme étant importantes pour les startups. Et les 120 startups auront accès à cette équipe pour avoir une réponse immédiate à leurs soucis.

Laura Medji, cofondatrice et CTO de Tracktor :

"Comment s'assurer que les milliards de financement vont profiter à tous et non pas à une élite bien installée ?"

Emmanuel Macron :

En France, l'innovation est aussi en région, là où il y a des idées, de la force, et ça peut être dur de bâtir un écosystème de startups là où il n'y a pas d'ETI et d'universités.

On a donc mis en place des leviers qu'on va continuer à développer. Il nous faut être vigilants pour aller chercher, dans tous les quartiers, des talents qu'on aide à accéder à l'entrepreneuriat. On va également continuer les formations privées et publiques dans la tech qui permettent d'aller chercher les jeunes de tous horizons. Nous allons enfin lancer un CAPES informatique d'ici 2020. Il faut s'assurer que cet écosystème crée

de l'emploi partout.

Kat Borlongan, directrice de la mission French Tech :

"Aujourd'hui, le vrai goulot d'étranglement, ça reste le recrutement. Au moment où les entreprises sont en hyper croissance, que faut-il faire pour répondre à cette situation ?"

Emmanuel Macron :

La tech n'est pas le seul secteur qui a ce problème, mais le paradoxe, c'est qu'on est l'une des économies de la zone euro qui a le plus de chômage. On a besoin de rester compétitifs pour attirer et garder les talents étrangers. Et on a la capacité à attirer les talents de tous horizons, avec des programmes tremplins, des dispositifs d'emplois francs (avec aucune charge sur les premières années)? On doit réussir à programmer la capacité à former aux besoins de l'écosystème.

Il faut également que l'on ait une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences : l'écosystème a besoin sur les 12, 24, 48 prochains mois, de développeurs et de statisticiens qui nous permettent de développer les formations. On peut faire venir les gens vers les emplois dont a besoin la tech, mais il faut que l'on puisse les former. Ces formations qualifiantes, on ne les dispensait pas aux demandeurs d'emplois. Désormais on va le faire. Mais pour que ça marche, j'ai besoin de savoir dans chaque région quels sont les besoins. Plus vite vous arrivez à faire savoir vos besoins, plus vite on peut réagir.

Chaque année on ouvre de nouvelles formations et on oriente les jeunes vers des filières dans lesquelles il y a des perspectives d'emploi. Si on veut réussir à vous aider, et à optimiser l'apprentissage, il faut qu'on arrive à échanger mieux l'information et le prévisionnel. Il faut pouvoir

partager au niveau d'une région les objectifs de l'écosystème. Si on fait ça, on peut vite mettre en production les choses et envoyer les gens vers les bonnes formations. Et ça ne règle pas que les problèmes de l'écosystème, mais aussi celui des chômeurs de longue durée et de certains territoires.

Article écrit par Iris Maignan